

## Edito: Politique... dégage !

Au 19<sup>e</sup> siècle, après chaque insurrection populaire, l'objectif premier de la bourgeoisie consistait à désarmer les ouvriers. Aujourd'hui elle fait tout pour faire revenir les peuples dans les rails de la politique. A Kiev face aux manifestants de la place de l'indépendance qui rêvaient d'une grande lessive, c'était évident de la part de tous les politiques, opposants ou non à Ianoukovitch ! Egalement évident de la part de l'Europe et des ministres en mission en Ukraine.

Même préoccupation, au début du Printemps arabe et depuis, où les soulèvements populaires se sont faits sans les politiques, à Tunis, comme au Caire... Les politiques ont tout fait pour prendre "le train en marche" et revenir dans le mouvement. Ce fut l'émiettement, la focalisation sur le pouvoir d'Etat local, des débats constitutionnels interminables, faisant la part belle un temps aux religieux, mais surtout épargnant la poignée de financiers mondiaux dont dépend la situation réelle de ces peuples.

Même réflexe ici de la part de l'Etat PS avec ses "chiens de garde", journalistes, dirigeants politiques et syndicaux maniant insultes et manoeuvres de divisions face au mouvement des Bonnets Rouges à l'automne dernier.

La politique, nouvel opium, au moment même où la politique de la bourgeoisie s'écroule. Sa politique est morte parce que la fonction économique qui lui servait de base, la fonction du capital, s'effondre, à travers la financiarisation. Rien que du rationnel dans les rapports entre la politique et l'économie. Si la fonction meurt, que reste-t-il si ce n'est le parasitisme d'une classe sociale vivant sur le dos de la population mondiale. Un aller simple vers le pourrissement généralisé, une crise sans fin, le "nouveau capitalisme criminel".

Les outils de la politique, en premier lieu les Etats, sombrent: Ukraine, Mali, Centrafrique, Libye...la liste est loin d'être complète. Les sociétés se défont. A l'ordre du jour: l'effondrement. La différence se joue sur les délais. Avec des dégâts humains à la pelle !

Des populations coincées dans des combats, comme en Syrie, où l'enjeu, le pouvoir d'Etat, devient absurde au regard des destructions massives de tous ordres pour le pays et le peuple. Un enjeu pour qui ? Pour de petits groupes de politiques, "en cheville" et dépendants en dernier lieu du même petit 1% de financiers mondiaux.

Les partis ouvriers ? La classe ouvrière mondiale, émergente ou non, a tranché, depuis la fin de la révolution culturelle en Chine, elle a opté pour la table rase.

Le pourrissement du système en précipitant la chute du politique pousse les peuples à faire place nette de tous les facteurs d'émiettement, Etats, nationalités, clivages religieux, pour faire émerger un nouvel acteur: le peuple-monde.

Au 20<sup>e</sup> siècle, "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", Bandung, l'affirmation du Tiers-monde battant l'impérialisme a été le quotidien de l'émancipation. Pourquoi le 21<sup>e</sup> siècle n'inaugurerai pas le droit des peuples à s'unir en un seul, le peuple-monde ? Pour vaincre définitivement la poignée de financiers mondiaux et balayer leur système capitaliste pourrissant. Pour une révolution sociale mondiale qui remette au centre des préoccupations la base matérielle qui conditionne le niveau de vie et de culture de chacun, à savoir la production mondiale, avec ses outils, ses forces productives humaines, son organisation, son but, son développement, sur des critères neufs en rupture avec ceux qui pourrissent.

Politique "dégage" ! Parce qu'elle divise, occulte la vraie cible, les financiers, disperse les énergies sur des enjeux qui n'en sont plus pour les peuples et les travailleurs, et occasionne des morts inutiles comme en Syrie ou en Ukraine.

Créons dès maintenant des comités peuple-monde partout, entreprises, quartiers, facs, lycées...embryons d'une organisation plus vaste, contribuant à l'affirmation du peuple-monde.